

SMIRTOM

du SAINT-AMANDOIS

Extrait du registre des délibérations

Comité syndical du 16 octobre 2015

L'an deux mil quinze, le 16 octobre à 9 heures 30, le comité syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, Président.

Date de la convocation : 7 octobre 2015

Nombre de membres : Nombre de délégués : 32

Présents : 20

Pouvoirs : 0

Absents, excusés : 12

PRESENTS

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : mesdames Françoise LANOUE, Edith MICHELIC, messieurs Pascal AUGENDRE, Bertrand DESNOIX, Jacques DEVOUCOUX, Bernard JAMET, Guy LAINE, Guy THOMAS ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : messieurs Olivier HURABIELLE, Pierre MANCION, Michel PERRIOT, Michel SAUVAGNAT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : messieurs Dominique BURLAUD, Michel DE PAULE, Alain MANSSENS ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : monsieur Dominique DUBREUIL ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : messieurs Paul BERNARD, Olivier COMBETTE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : monsieur François RICHARD ; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN- DES CHAMPS : André DELAVAUT.

ABSENTS ; EXCUSES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : monsieur Jean-Pierre RENAULT ; COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER : monsieur Christian FAUCHER ; COMMUNAUTE DE COMMUNES BERRY GRAND SUD : mesdames Brigitte REBMANN, Chantal TRAVERS, Jean-Paul JOLIET, Nicolas NAULEAU ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : monsieur Guy SAMIERI ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : messieurs Robert BELLERET, Roland GILBERT ; SIVOM SANCERGUES/SAINT-MARTIN- DES CHAMPS : monsieur Jean-Luc CHARACHE ; COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS CHARITTOIS : monsieur Jacques BRUNET ; COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : monsieur Jean-Paul CHERRIER.

M. Olivier HURABIELLE est désigné comme secrétaire de séance.

COMITE SYNDICAL
SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

Séance du 16 octobre 2015

Délibération n° 2015-DC00021

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2016

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L2312-1 du chapitre II du CGCT modifié par l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 sur l'adoption du budget,

Attendu que l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel,

Attendu que le débat d'orientations budgétaires constitue la première étape du cycle budgétaire imposé aux collectivités de plus de 3500 habitants,

Le débat d'orientations budgétaires, prévu à l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales a pour objet de permettre aux élus de définir les grandes orientations du budget. Il doit, en conséquence, se situer dans des délais tels que le président puisse tenir compte de ces orientations lors de l'élaboration du budget, mais être suffisamment proche du vote du budget pour que ces orientations ne soient pas remises en cause avant ce vote par des événements ou des évolutions susceptibles d'influencer sur l'activité ou la gestion du service public de collecte et de traitement des ordures ménagères et déchets assimilés.

Au vu de ces éléments d'appréciation, l'assemblée délibérante fixera ainsi les grandes orientations à venir pour l'exercice 2016. Même si un tel débat n'a pas en lui-même de caractère décisionnel, la jurisprudence lui reconnaît la qualité de formalité substantielle dont l'absence entache le vote du budget primitif d'illégalité.

Je vous propose donc d'étudier les grandes lignes de notre préparation budgétaire par l'analyse de l'évolution des principaux postes des sections de fonctionnement et d'investissement.

❧❧❧

L'année 2015 est la cinquième année de facturation en redevance incitative à la réduction et au tri des déchets et nos résultats de collecte, de tri et de traitement tant en porte à porte que sur les déchetteries confirment la tendance à la réduction des déchets par les usagers du syndicat.

L'année 2015 est caractérisée par l'achat de 14 bennes de 35 m³ à capot hydraulique pour protéger notre ferraille, l'achat d'un broyeur lent et de son porteur pour la préparation des produits issus des déchetteries pour la fabrication de bûchettes, les résultats de l'étude d'optimisation de la collecte et le lancement qui en découle de deux marchés publics (marché de pré collecte de 4 ans et marché de collecte de 8 ans). C'est aussi les marchés publics de travaux pour la déchetterie et le site technique, travaux devant débuter en fin d'année. Enfin, le syndicat poursuit la mise en place de bennes ameublement dans le cadre de notre contrat avec Eco-mobilier (déchetteries de Charenton-du-Cher, Sancergues, Sancoins, Venesmes).

Le syndicat termine son programme de prévention de 5 ans avec l'ADEME pour réduire de 7% la production de nos déchets avec un effort sur la sensibilisation au geste de tri et à la réduction des déchets par des interventions sur le terrain (habitats collectifs, écoles, associations). Le syndicat a postulé pour être labélisé « Territoire zéro déchet zéro gaspillage ». Si le syndicat est retenu, il pourra poursuivre son plan de prévention avec un soutien financier de l'ADEME. Dans le cas contraire, le syndicat devra maintenir, à ses frais, la poursuite du plan de prévention dans le cadre du décret n° 2015-662 du 10 juin 2015 portant obligation à toutes les collectivités de mettre en place ce dispositif.

Toutes ces actions s'inscrivent dans les obligations des lois Grenelle 1 et 2 sur la réduction de la production des déchets ménagers :

- l'augmentation du recyclage matières et organique,
- la diminution des quantités des déchets stockés,
- l'obligation d'intégrer une part variable dans la redevance prenant en compte la quantité de déchets des usagers.

L'année 2016 sera consacrée aux travaux de la déchetterie de Drevant et du site technique pour augmenter notre autonomie vis-à-vis des prestataires et d'optimiser au mieux le recyclage et la valorisation matières avec la fabrication des bûchettes afin de maîtriser nos coûts de traitement, mais aussi la mise en place d'un système de facturation des dépôts des professionnels sur les déchetteries devant être opérationnel au 1^{er} janvier 2017. Ce sera aussi la préparation du nouveau marché de collecte avec l'optimisation des circuits et des fréquences et des modes de collecte en relation avec le nouveau décret de collecte devant entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

I- SECTION DE FONCTIONNEMENT

A) DEPENSES :

1) Estimation de l'évolution du contrat de prestations avec la société SITA CENTRE OUEST

* CC : corps creux * OMR : ordures ménagères résiduelles

Forfait 8 000 Tonnes OMR* 1 700 Tonnes CC*	OB 2015		OB 2016
Collecte	3 377 130 €		3 397 614 €
Transfert CC	126 842 €		123 200 €
Tri à 1700t	420 351 €		420 669 €
Traitement 8200t	505 202 €	Traitement 8000 t	497 894 €
TGAP 14€/T	114 800 €	TGAP 19 €/T	152 000€
Total HT	4 544 325 €		4 591 378 €
TVA 10%	454 432 €	TVA 10%	459 137€
Total	4 998 757 €		5 050 516 €

Le coût de collecte, tri et traitement des ordures ménagères varie de 51 759 € par rapport aux orientations budgétaires 2015 soit une hausse de 1.03 %. La hausse est la résultante de trois facteurs combinés :

- l'augmentation des forfaits de collectes, de tri et de traitement par les formules de révision et calculée sur la base de 1%.
- l'augmentation de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) de 28,5 %, soit de 14 à 19 € la tonne.
- La diminution des tonnages d'OMR enfouis de 8200T à 8000T soit une baisse de 1,44% du coût de traitement.

Les dépenses au 611 sont à compléter des coûts de traitement des déchets suivants : bois classe B et déchets verts pour 71 500 €, DIB pour 392 000 €, et des DMS pour 115 000 €. Ces montants peuvent évoluer en fonction des résultats de l'impact des éco-organismes Eco-dds et Eco-mobilier.

Il faut ajouter les dépenses diverses suite aux divers contrats pour 10 000 €, ainsi que le coût de fonctionnement de la RI pour 271 000 €.

Le budget de l'article 611 est estimé à 5 910 016 € en 2016 en lieu et place de 5 817 757 € prévus en 2015 soit une hausse de 1,58 % par rapport aux orientations budgétaires 2015.

2) L'état de la dette

Pour 2016, la charge de la dette s'élèvera à 534 263 € se répartissant de la manière suivante :

- Intérêts : 57 805 €
- Capital : 476 458 € (Budget investissement)

Soit une dépense de 9 € par habitant en 2016. La dette en capital des emprunts au 1^{er} janvier 2016 s'élève à 1 688 099 € soit 28,60 € par habitant et ce en attente de réalisation des emprunts nécessaires aux travaux du site technique.

Cette dette concerne 7 prêts du SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS : 1 prêt Dexia Crédit Local, 5 prêts Caisse d'Epargne et 1 prêt Crédit Agricole.

Il conviendra bien évidemment de compléter ces inscriptions des intérêts courus non échus de l'année 2016, des intérêts inhérents à l'utilisation de la ligne de trésorerie et de la réalisation des emprunts prévus pour les travaux.

3) Les charges de personnel

Pour mémoire, le SMIRTOM est passé de SPA (service public administratif) en SPIC (service public industriel et commercial). A ce titre, il recrute uniquement des personnels dans le cadre de contrats de droit privé.

Les personnels effectuent 35 heures par semaine, les contrats de droit privé et les gardiens de déchetteries du public sont en horaires de 35h/ semaine, les fonctionnaires sont sur 39 heures par semaine avec des jours de RTT.

En 2015, le syndicat a subi 3 personnels en longue maladie, 2 congés de maternité, des départs volontaires et imposés et a eu l'obligation de recourir à de nombreux contrats de remplacement (CDD et intérim) en raison de l'interdiction d'avoir des contrats inférieurs à 24h par semaine suite à la nouvelle loi sur le temps de travail minimum.

La masse salariale 2016 peut être plus stable par rapport à l'année 2015 si l'organisation sur les déchetteries est revue avec la fermeture des créneaux du lundi sur certains sites.

4) Les charges à caractère général

Le niveau des charges à caractère général, devrait se maintenir au même niveau que sur le budget 2015 à l'exception des dépenses liées au fonctionnement du site technique qui seront affectés au budget annexe. Les coûts de maintenance devraient se stabiliser.

B) RECETTES :

Les recettes prévisionnelles de fonctionnement reposaient en 2015 sur la redevance des ordures ménagères prévue à hauteur de 6 900 000 €. S'y ajoutaient les retours obtenus d'une part des sociétés de recyclage des matériaux pour 450 000 € (O-I Manufacturing, SITA Centre, Ferrolac, CDI Recyclage, etc...) et des aides apportées par nos sociétés agréées ECO-EMBALLAGES, ECOFOLIO, RECYLUM pour 1 000 000 €.

En 2015, les recettes devraient être identiques par rapport aux résultats 2014. En effet, les résultats semblent être à ce jour, inférieurs aux prévisions budgétaires en raison des diminutions des prix de reprise des matériaux sur certains flux recyclables. Les signes de reprise dans les marchés des matières premières ne sont pas attendus pour les mois à venir.

Le décalage très important qui s'opérera entre l'émission des titres relatifs à la redevance incitative et leur perception entraîne la nécessaire réalisation d'une ouverture de crédit pour abonder la trésorerie du syndicat d'un montant global de 3 à 3,5 millions d'euros.

II - SECTION D'INVESTISSEMENT

A) DEPENSES :

Pour mémoire, l'année 2015 se caractérise par l'acquisition d'un broyeur lent et de son porteur et de 14 bennes à capot hydraulique.

Pour l'année 2016, plusieurs grands chapitres sont à prévoir pour une enveloppe estimée à 1 à 1,5 millions € HT :

- L'achat de conteneurs de tri sélectif et de bacs ordures ménagères pour permettre l'entretien du parc.
- L'achat d'un camion bras avec grue et pince type Kinchofer et remorque.
- L'achat de conteneurs pour la mise en place du nouveau marché de collecte et des équipements des bennes de collectes.
- La construction de la déchetterie de Drevant en remplacement de la déchetterie provisoire de Saint-Amand-Montrond et du site technique contenant les installations pour développer le recyclage et la valorisation matières (bois, ferraille, textile...) opération déjà budgétée en 2015.

Le syndicat a lancé un marché de pré collecte et de collecte pour le 1^{er} janvier 2017. Le choix des solutions proposées par les candidats sera mis à votre décision et pourra entraîner des dépenses d'investissement en 2016 pour la préparation du marché, non connues à ce jour.

B) RECETTES :

Les recettes sur le compte d'investissement 2015 correspondent à l'amortissement, à l'obtention de subventions, au retour du FCTVA et à l'emprunt.

L'amortissement des biens acquis est estimé pour un montant de 800 000 €.

Les demandes de subventions auprès de l'ADEME, du Conseil Départemental et de la Région seront faites pour les fournitures du marché éligibles.

Le retour FCTVA sur les investissements de l'exercice 2015 est attendu à ce jour pour un montant estimatif de 30 000 €.

Conformément aux dispositions de l'article L 2312-1 du CGCT, le comité syndical, à l'unanimité, prend acte de ce rapport d'orientations budgétaires et du débat intervenu.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET